L'Australie se considère-t-elle comme un pays asiatique ?

Les relations de l'Australie avec l'Asie dans l'enseignement supérieur

To which extent does how Australia see itself as an Asian country? Australia's regional relations in higher education

¿Australia ve como un país asiático? Las relaciones regionales de Australia para la enseñanza superior

Anthony Welch

Traducteur : Sylvaine Herold

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/4377>

DOI : 10.4000/ries.4377

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 4 avril 2015

Pagination : 157-167

ISBN : 9782854206067

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Anthony Welch, « L'Australie se considère-t-elle comme un pays asiatique ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 68 | avril 2015, mis en ligne le 04 avril 2017, consulté le 01 juillet 2021.
URL : <http://journals.openedition.org/ries/4377> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4377>

L'Australie se considère-t-elle comme un pays asiatique ?

*Les relations de l'Australie avec l'Asie
dans l'enseignement supérieur**

Anthony Welch

Université de Sydney, Australie

Les relations de l'Australie avec l'Asie ont beaucoup évolué au cours des récentes décennies, y compris en matière d'éducation. Ces évolutions ont lieu dans le contexte de la grande diversité religieuse, culturelle et linguistique qui prévaut au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Anase¹), à la fois au sein de ses États membres et entre eux, États aux niveaux de développement contrastés, avec des pays riches et à la pointe du développement technologique, tels que Singapour, et des pays en développement très pauvres, comme le Laos et le Myanmar.

Nous examinons dans cet article les relations complexes et changeantes entre l'Anase et l'Australie dans le domaine de l'éducation, en nous concentrant principalement sur l'enseignement supérieur. Les données proviennent principalement de cinq pays clés membres de l'Anase : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam, ensemble qui comprend à la fois le pays à la plus forte population musulmane et un éventail intéressant de niveaux de développement et d'idéologies. Il sera fait mention de Singapour, qui fait figure d'exception au sein de l'Anase, et des références seront également faites à la Chine, pour des raisons qui deviennent évidentes au fil du raisonnement.

L'Australie se considère-t-elle comme un pays asiatique (bien que très particulier) ? Et jusqu'à quel point cette manière de voir est-elle partagée par ses voisins de l'Anase ? La réponse à ces questions a beaucoup évolué ces quarante dernières années, depuis que l'Australie est devenue un partenaire de dialogue de l'Anase. Au cours de cette période, l'Australie est en effet passée d'une conception d'elle-même comme avant-poste de l'Empire britannique à un engagement plus systématique dans la région. Le récent livre blanc *L'Australie au siècle asiatique* (Australian Government, 2012) a ainsi identifié l'Indonésie comme un pays prioritaire de coopération (et l'indonésien comme l'une des quatre langues prioritaires à développer), et un document de stratégie a été rédigé. Alors que ce dernier était annoncé comme une initiative majeure, y compris dans ses dimensions éducatives,

* Article traduit par Sylvaine Herold.

1. Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Anase ou ASEAN, en anglais). (NdT)

de nombreux analystes ont affirmé qu'il n'apportait rien de véritablement nouveau, et qu'il devait plutôt être vu comme un chapitre de plus dans les relations fluctuantes entre l'Australie et l'Anase, et l'Asie plus largement.

LE RÉÉQUILIBRAGE DES RELATIONS RÉGIONALES : 1974-2014

La première phase des relations entre l'Australie et l'Asie, caractérisée par le Plan Colombo, a lieu à une période de développement postcolonial pour la plupart des pays de l'Asie du Sud Est – la guerre froide fixant les limites des liens culturels, y compris pour la mobilité des travailleurs et des étudiants. Le secteur de l'enseignement supérieur était largement sous-développé dans la région et des facteurs locaux tels que l'interminable guerre du Vietnam (jusqu'en 1975), la discrimination ethnique à l'encontre des non Bumiputra², en Malaisie, et la longue isolation du Myanmar, ajoutaient encore des difficultés d'accès à l'enseignement pour les populations de ces pays.

Quarante ans plus tard, beaucoup de choses ont changé. Bien qu'une continuité frappante existe en ce qui concerne les problématiques clés de la coopération – le triptyque langues asiatiques / étudiants étrangers / aide éducative –, le contexte a considérablement changé au XXI^e siècle. Le glissement général vers l'Asie, y compris l'Anase, est venu confirmer que la région est désormais le centre de gravité (économique) du monde (Kharas, 2010) :

« [Alors que] trois géants économiques, la Chine, l'Inde et le Japon, vont guider la résurgence de l'Asie, d'autres grand pays comme l'Indonésie et le Vietnam vont également atteindre des tailles économiques importantes. Même la Thaïlande et la Malaisie pourraient avoir des économies plus grandes que celle de la France aujourd'hui. »

Singapour figure parmi les nations les plus riches et la Chine s'est imposée sur la scène internationale avec tant d'insistance que l'Australie et l'Anase ont finalement prêté plus attention à leurs relations avec ce pays qu'à celles qu'elles entretenaient entre elles. De tels changements étaient inimaginables il y a quarante ans.

Un deuxième changement est intervenu dans les valeurs. Traditionnellement, l'éducation internationale était basée sur le double pilier de la bonne volonté et du développement :

L'aide éducative de l'Australie aux étudiants étrangers a pour objectif d'exporter à la fois la bonne volonté et les personnes qui pourront résoudre les problèmes. (Cleverley et Jones, 1976)

2. Les Bumiputras sont les habitants autochtones de la Malaisie. Ils représentent 60 % de la population totale et bénéficient toujours, en pratique, de discrimination positive pour l'éducation et l'emploi, bien que les quotas dans le secteur éducatif aient été officiellement abandonnés en 2003. (NdA)

En théorie, il s'agissait d'un mouvement réciproque : les pays en développement gagnaient en compétences grâce aux bourses d'études de l'Australie, les lauréats devaient rentrer dans leur pays d'origine après la fin de leurs études (et le faisaient pour la plupart) et les nations riches bénéficiaient de la bonne volonté régionale que de tels programmes généraient. Mais, on assiste, depuis trente ans, à une transition vers un impératif plus économique en matière d'éducation internationale, et pas seulement en Australie : ce phénomène est également observable dans des pays membres de l'Anase tels que Singapour et la Malaisie. L'éducation internationale est désormais considérée comme une « industrie », avec une valeur globale estimée à plus de deux mille milliards de dollars US. La région Asie-Pacifique est le centre de croissance le plus dynamique de cette industrie, et l'Australie n'en est que l'un des compétiteurs.

Un troisième élément décisif a été l'évolution de la nature de l'immigration en Australie. Alors que les années 1970 avaient marqué la fin de l'immigration discriminatoire³, au XXI^e siècle, environ la moitié des candidats à la résidence permanente en Australie sont issus des rangs de ses propres étudiants étrangers, beaucoup d'entre eux venant de la région Anase. L'immigration en provenance des pays membres de l'Anase a en effet augmenté significativement entre 1982-83 et 2002, passant sur cette période de 10 % à 20 % du total des arrivées.

En 2011, le commerce bilatéral entre l'Anase et l'Australie a atteint 88 milliards de dollars US. Parmi les principaux secteurs d'exportation de services de l'Australie, l'éducation était le plus important, et l'enseignement supérieur en était la composante principale. À la base de ce développement, la croissance de la classe moyenne asiatique, notamment dans les pays de la région Anase. Dans la région Asie-Pacifique en général, la classe moyenne représentait 525 millions d'habitants en 2009. D'ici 2020, il est prévu qu'elle atteigne 1,74 milliard d'individus et près de 3,3 milliards d'ici 2030 (Kharas, 2010). La classe moyenne en expansion des pays membres de l'Anase, comme la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam, bénéficiera en grande partie de cette croissance.

Étant donné, à la fois, la volonté des pays de l'Anase de développer des universités mondiales de haut rang et la propension de la classe moyenne originaire d'Asie du Sud-Est à économiser, à investir dans l'éducation et à rechercher des institutions d'enseignement supérieur renommées, une expansion considérable des flux académiques entre l'Australie et la région Anase est à prévoir. La volonté de développer des universités de haut rang a déjà conduit à des initiatives régionales d'importance et représente un élément clé dans le développement d'un monde de la connaissance plus multipolaire. La poursuite de cette tendance dans la région soutiendra des relations académiques à la fois plus intensives et plus extensives entre les pays de l'Anase et l'Australie dans les prochaines décennies, sur la base d'échanges plus riches, plus denses et plus équilibrés.

3. En 1975, la Loi contre les discriminations raciales rend illégales les inégalités de traitement en raison de la race, de la couleur, des origines familiales, nationales, ethniques ou du statut d'immigrant. (NdIR)

LES THÈMES CLÉS DES RELATIONS AUSTRALIE-ASIE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Sur la période 1974-2014, on observe une continuité évidente dans les relations entre l'Australie et l'Asie, notamment en ce qui concerne trois thèmes : les langues asiatiques, l'éducation comme modalité de l'aide internationale et la mobilité internationale des étudiants. À la fin de cette période, un quatrième thème, ayant trait à la collaboration académique, gagne également en importance.

Les langues asiatiques

La croissance et le déclin relatifs de l'enseignement des langues asiatiques fournissent une perspective intéressante sur les relations régionale de l'Australie, y compris avec l'Anase. Jusqu'au milieu des années 1970, les langues asiatiques étaient déjà mentionnées comme un secteur de croissance (Cleverley et Jones, 1976). Le rapport Auchmuty de 1970 avait représenté un stimulus majeur pour pallier le manque de littératie asiatique parmi les jeunes Australiens, promouvoir le développement des liens économiques et culturels avec l'Asie et l'Anase et donner un coup de fouet à l'étude des langues asiatiques.

Récemment, le livre blanc « L'Australie au siècle asiatique » a défini quatre langues prioritaires : le chinois, l'hindi, l'indonésien et le japonais. Le destin des études indonésiennes et de l'étude de la langue indonésienne fournit peut-être le meilleur exemple. Malgré de nombreuses stratégies pour promouvoir les langues asiatiques, certaines moins bien dotées financièrement que d'autres, on a pu observer une tendance malheureuse d'avancées et de reculs successifs. Par exemple, le programme « Bâtir des relations à travers le dialogue interculturel et l'engagement », développé pour l'Indonésie⁴, conçu pour promouvoir la littératie en langues asiatiques et la compréhension interculturelle, est l'une des initiatives prises pour soutenir les programmes de langue indonésienne dans les écoles australiennes, mais les fonds issus de fondations privées sur lesquels il reposait en partie ont pris fin à la fin de l'année 2012.

Avec la réduction du financement de l'enseignement supérieur, la pondération insuffisante des langues dans les évaluation d'entrée au tertiaire et la résistance bien connue du monde anglo-saxon à passer du temps à apprendre d'autres langues, cette discontinuité politique a contribué au résultat de ces dernières années, qui voit les effectifs en indonésien décliner au niveau tertiaire malgré l'importance de l'Indonésie au niveau mondial et les liens croissants avec l'Australie en particulier. Les étudiants inscrits en indonésien dans les établissements d'enseignement australiens ont diminué de 40 % au cours de ces dix

4. Programme BRIDGE : *Building Relationships through Intercultural Dialogue and Engagement*. (NdT)

dernières années. Bien que l'indonésien ait été désigné comme une langue prioritaire dans le livre blanc *L'Australie au siècle asiatique*, il est peu probable que cette tendance s'inverse, à moins d'une action systématique du gouvernement. Entre 2004 et 2013, six universités ont ainsi fermé leurs programmes de langue indonésienne, seuls quinze établissements les ont maintenus. Sans incitations institutionnelles et gouvernementales fortes, le nombre d'étudiants australiens qui étudient cette langue en Indonésie ne connaîtra pas de hausse significative.

Le « nouveau plan Colombo »⁵ de l'actuel gouvernement fédéral, annoncé en 2012 et qui a fait tant de bruit, représentait pourtant une reconnaissance tangible de ce « glissement vers l'Est »⁶ général. Ce plan était une initiative attendue, fondée sur une approche plus réciproque de la mobilité, mais il n'a cependant permis qu'à quelques 300 étudiants d'étudier dans la région. Et ce, alors que 4 millions de dollars étaient initialement prévus pour permettre à 700 étudiants australiens de partir étudier un ou deux semestres dans les pays sélectionnés, ainsi que quelques étudiants supplémentaires pour des séjours de court terme. Le financement global du « nouveau plan Colombo » était de 100 millions de dollars sur cinq ans. L'objectif du ministre des affaires étrangères était de voir les séjours d'études dans la région indopacifique devenir un « rite de passage ».

L'éducation comme modalité de l'aide internationale

L'aide éducative est une autre caractéristique durable des relations entre l'Australie et l'Asie. Le rapport de 1972 sur l'aide étrangère de l'Australie a représenté un changement significatif par rapport à l'esprit qui prévalait pendant la guerre froide, qui considérait globalement l'aide australienne comme un rempart contre le communisme. *A contrario*, en 1972, alors que l'Australie établissait des relations diplomatiques avec la Chine et retirait ses troupes du Vietnam, la révision de la politique d'aide australienne devait « assurer que (l'aide australienne) a une incidence plus directe sur l'amélioration de la qualité de vie des êtres humains » (Cleverley et Jones, 1976). Mais dans les faits, l'aide, y compris éducative, a continué d'être considérée comme un prolongement de la politique extérieure.

Là encore, l'Indonésie fournit un cas d'étude intéressant. L'aide australienne à l'Indonésie, qui a commencé dans les années 1950, s'élevait à 574 millions de dollars en 2012-2013. L'Indonésie est actuellement le principal pays bénéficiaire de l'aide australienne, dont une part importante est dédiée à l'aide éducative. La répartition sectorielle de l'aide publique au développement accordée à l'Indonésie en 2005-2006 montre que 47 % de l'aide était consacrée à l'éducation,

5. Voir sur le site du gouvernement australien : <http://goo.gl/ujKFXt> (NdIR).

6. « *Shift to the East* » en anglais. (NdT)

notamment à travers des programmes de soutien aux *madrasas* et aux bourses de développement australiennes⁷. De plus, en ne sélectionnant que les établissements enseignant le curriculum national officiel, l'Australie a permis à 1 500 établissements de se mettre en conformité avec les normes nationales d'accréditation.

Suite au tsunami dévastateur de 2004, l'Australie a annoncé un programme d'aide de 1 milliard de dollars, dont 500 millions sous forme de dons et 500 autres millions sous forme de prêts hautement concessionnels. Ce programme comprenait des composantes éducatives importantes, dont le financement de 600 bourses d'études, soit un doublement par rapport au chiffre précédent.

Il prévoyait également un important volet formation, visant à fournir plus de 325 stages de formation de courte durée de 2004 à 2008. L'accent était mis sur le renforcement des capacités des professionnels en milieu de carrière dans la gestion économique, la gouvernance et la prestation des services de base en matière de santé et d'éducation. La récente fusion de l'agence australienne d'aide internationale (AusAID)⁸ et du département des affaires étrangères et du commerce (DFAT)⁹ en septembre 2013 s'est traduite par une coupe importante dans le budget de l'aide australienne (de 5 milliards de dollars) et par une politique « plus Jakarta, moins Genève », susceptible de préserver l'orientation régionale de l'Australie en matière d'aide éducative.

La mobilité internationale des étudiants

Mais ce qui a le plus attiré l'attention, c'est la politique de mobilité internationale des étudiants menée par l'Australie, à la fois au niveau national et au niveau international. Vers le milieu des années 1970, les étudiants étrangers en Australie bénéficiaient déjà, pour certains, du soutien financier de l'État. En 1974-1975, parmi les 2 780 lauréats du Plan Colombo, 428 boursiers venaient d'Indonésie, 455 de Malaisie, 224 de Singapour, 321 de Thaïlande et 422 du Sud Vietnam – soit un sous-total de 1 860 lauréats, représentant 67 % du total des bourses du programme. Comme nous l'avons déjà évoqué, cela se passait juste après l'abandon définitif de la politique discriminatoire de l'« Australie blanche » et constituait les prémisses de la croissance des relations régionales de l'Australie en matière d'éducation :

L'admission de l'Australie dans l'organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud Est¹⁰ en 1973 et dans le groupe régional asiatique de l'Unesco en 1974 est d'une importance bien plus que symbolique, et cela s'est accompagné d'une augmentation significative de l'activité régionale. » (Cleverley et Jones, 1976)

7. ADS : *Australian Development Scholarships*. (NdT)

8. *Australian International Aid Agency* : l'agence nationale en charge de la politique d'aide au développement de l'Australie jusqu'en 2013. (NdT)

9. DFAT : *Department of Foreign Affairs and Trade*. (NdT)

10. SEAMEO : *Southeast Asian Ministers of Education Organization*. (NdT)

Avec une exception notable : la fin de la guerre du Vietnam a conduit à un arrêt brutal des bourses accordées aux étudiants de ce pays, au moins de manière temporaire. Mais, dans l'ensemble, la surreprésentation d'étudiants étrangers issus de la région dans le système éducatif australien était un signe annonciateur d'une tendance durable – bien que, depuis plus d'une dizaine d'années, la Chine soit devenu le principal pays d'origine de ces étudiants étrangers.

On observe également un flux croissant d'étudiants « privés »¹¹, encouragés, entre autres, par la récente suppression des frais pour les études universitaires par le gouvernement fédéral. De plus, la décision d'autoriser les étudiants ayant passé avec succès leurs examens et répondant aux critères de migration communs de rester en Australie a conduit de nombreux étudiants à s'installer. Par la suite, des frais spécifiques pour les étudiants étrangers, *overseas student charge* (OSC), ont été introduits, leur niveau étant fixé en fonction des cours suivis.

Le passage à une conception de l'enseignement (supérieur) international comme une industrie a été précipité par deux rapports contradictoires, en 1984. Le rapport Goldring, d'une part, recommandait que les étudiants internationaux continuent d'être plafonnés et subventionnés. Le rapport Jackson, d'autre part, recommandait d'augmenter progressivement les OSC de manière à ce que, vers le milieu des années 1990, les étudiants étrangers financent le coût total de leurs études.

Les développements ultérieurs ont confirmé cette tendance et l'éducation internationale est de nos jours le secteur d'exportation de services le plus important d'Australie et l'une des industries les plus importantes de l'ensemble du pays. Au cours des années 1990 et par la suite, le nombre d'étudiants internationaux a continué de croître, passant de 84 000 en 1993 à près de 160 000 en 1999. L'enseignement supérieur représentait la majeure partie de ce total (53,4 %). Le développement de l'éducation en ligne et la création de campus de branche, y compris le campus Monash en Malaisie et le Royal Melbourne Institute of Technology (RMIT) au Vietnam, ont également accéléré la croissance des effectifs d'étudiants inscrits dans des universités australiennes implantées à l'étranger. En 2011, les inscriptions internationales dans l'enseignement supérieur australien s'élevaient à 242 351 étudiants. Les étudiants australiens à l'étranger n'étaient que 11 000 en 2009, mais aucun État membre de l'Anase ne figurait parmi les cinq premières destinations, alors que la Malaisie était le seul État membre de l'Anase parmi les cinq principaux pays de provenance des étudiants étrangers en Australie. Les données 2013 montrent que sur les 228 263 étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur en Australie, plus d'un tiers viennent de Chine. Le Vietnam et la Malaisie figurent également parmi les cinq premiers pays d'origine. Les États membres de l'Anase ont représenté une part significative du total des visas étudiants accordés en 2013 pour l'enseignement supérieur. Le

11. L'auteur entend par « privés » les étudiants étrangers venant étudier en Australie hors bourses ou autres programmes de financement publics. (NdT)

Vietnam et la Malaisie représentaient les deux principaux pays d'origine de l'Anase, tandis que les cinq premiers pays de l'Anase ne représentaient que la moitié du total des étudiants chinois.

VERS UN RÉSEAU DE CONNAISSANCES RÉGIONAL ?

En 2011, les disparités persistantes des flux d'étudiants entre l'Australie et l'Anase sont devenues douloureusement évidentes. L'Indonésie représente à nouveau un cas de figure intéressant. Cette année-là, entre 15 000 et 18 000 étudiants indonésiens étaient inscrits en Australie, principalement dans l'enseignement supérieur. À l'inverse, à peine plus de 200 étudiants australiens étaient inscrits en Indonésie, la plupart dans des cours de langue de courte durée. Les étudiants australiens inscrits dans des programmes d'études d'universités indonésiennes étaient à peine plus de 50. Et bien que le « nouveau plan Colombo » du gouvernement fédéral ait promis d'accroître le nombre d'étudiants australiens partant étudier en Asie, il cherchera peu, en réalité, à réduire cet écart.

Néanmoins, le développement continu des universités et de la recherche et développement (R&D) dans les pays de l'Anase, motivé par la volonté de stimuler la connaissance et l'innovation, ainsi que les milliers de diplômés formés dans les universités australiennes rentrés dans leurs pays d'origine et qui occupent des postes à responsabilité dans les universités, les entreprises et le gouvernement, créent les conditions propices au développement d'un réseau de connaissances régional, encore sous-développé à l'heure actuelle.

Pour rendre ce réseau opérationnel, deux éléments sont nécessaires. Le premier est un engagement de long terme et multipartite de la politique australienne pour construire un réseau de connaissances régional, qui survivrait à l'alternance politique. Le second est un engagement beaucoup plus sérieux des universités australiennes pour maintenir et cultiver sur le long terme les relations avec leurs diplômés rentrés dans les pays de l'Anase, qui occupent souvent des postes à responsabilités et qui sont intéressés par le maintien et l'approfondissement de partenariats de savoir avec l'Australie. Actuellement, les universités australiennes sont plus intéressées par le potentiel que représentent ces anciens élèves pour la collecte de fonds que par le maintien de contacts étroits en vue de bâtir des collectivités transnationales de connaissances.

Les résultats en termes de qualité et de recherche des systèmes d'enseignement supérieur régionaux sont un autre champ d'action intéressant pour la création d'un réseau régional de connaissances. Quelle est la contribution de l'enseignement supérieur à la recherche et développement dans les États membres de l'Anase ? Comment ces pays se situent-ils par rapport au monde « développé » en général et à l'Australie en particulier ? Quels sont leurs résultats en termes de publications, citations et brevets ? Quelles coopérations bilatérales en matière de recherche existent déjà entre les membres de l'Anase et l'Australie ?

Les données de l'Unesco et de la Banque asiatique de développement (BAD) pour l'Asie du Sud-Est en général et pour les cinq pays de l'Anase considérés en particulier révèlent que, dans ces pays, la contribution de l'enseignement supérieur aux performances de R&D est à peine plus élevée que la moitié de la moyenne des pays développés. Les mêmes données révèlent qu'aucun des cinq États membres de l'Anase ne consacre plus de 0,64 % de son PIB à la R&D, bien loin des 2,06 % de l'Australie, qui représentent pourtant à peine plus de la moyenne des pays de l'OCDE.

Le type d'économie du savoir présent dans les cinq pays de l'Anase présente d'importantes différences avec celui de l'Australie. Mais en même temps, ces écarts se réduisent. Au cours de la décennie 1998-2008, le nombre d'articles publiés par l'Australie est passé de 16 432 à 28 313, soit un taux de croissance de 72,3 %. Sur la même période, le taux de croissance de l'Indonésie (qui partait certes d'une base beaucoup plus faible) a été de 113 %, 312 % pour la Malaisie, 137 % pour les Philippines, 383 % pour la Thaïlande et 341 % pour le Vietnam – bien que la même chose ne soit pas vraie pour le nombre de brevets américains enregistrés (Unesco, 2010). La Chine, dont la spectaculaire et récente ascension scientifique est en train de transformer le réseau mondial de connaissances, est également un partenaire important pour l'Australie. Tous ces éléments laissent entrevoir des perspectives intéressantes pour le développement de réseaux de collaboration académique et éducative dans la région.

Au-delà de la recherche produite, les avantages tangibles de ces coopérations sont tangibles : en effet, des coopérations bilatérales (avec la Thaïlande, les Philippines, le Vietnam et la Chine par exemple) ont conduit à une légère hausse des taux de citations, ce qui a d'ailleurs déjà été mentionné par d'autres études sur la coopération internationale.

La Chine est aussi un partenaire académique important pour l'Anase. La Chine est le plus important partenaire international de la Malaisie, tandis que pour les Philippines, la Chine est le troisième plus important (Unesco, 2010). Il est également intéressant de noter que l'Australie est à la fois le troisième partenaire international de l'Indonésie et de Singapour. De toute évidence, il existe un potentiel pour développer ces coopérations existantes au sein d'un réseau de connaissances régional dédié.

AUTRES PISTES POUR DÉVELOPPER LA COOPÉRATION RÉGIONALE

Il est encore trop fréquent de constater que lorsque l'Australie contemple les systèmes d'enseignement supérieurs d'Asie du Sud-Est, elle ne les considère que comme une source d'étudiants étrangers. Ceci donne une idée de l'approche par trop entrepreneuriale que l'Australie a développée en matière d'enseignement supérieur international, surtout lorsque l'on se réfère à l'exemple de l'Europe occidentale. Une telle approche est au mieux de court terme, au pire un vestige

du colonialisme. Ceci est d'autant plus vrai que, sur la période allant de 1986 à 2008, la proportion d'articles publiés dans le monde avec plus d'un auteur international est passée d'un peu plus de 25 % à plus de 35 % (Royal Society, 2011). De plus, « pour chaque auteur international d'un article, on observe une augmentation correspondante de l'impact de ce document » (Royal Society, 2011). Le régionalisme croissant a permis de consolider les relations de recherche entre les États au sein de l'Anase et d'ouvrir des perspectives de coopération avec les pays voisins, tels que la Chine et l'Australie (Royal Society, 2011).

Pourtant, le potentiel pour approfondir et développer les relations entre l'Anase et l'Australie en matière d'enseignement (supérieur), bien qu'important, reste largement inexploité. La priorité étroite donnée par l'Australie à la promotion de la littérature asiatique, bien qu'importante, néglige un plus large éventail d'options. En particulier, compte tenu de la stratégie commune des États membres de l'Anase de développer des universités d'excellence de rang mondial, il serait possible d'établir une coopération régionale plus systématique, les chercheurs australiens et de l'Anase travaillant en commun pour produire un résultat supérieur à la somme des parties. Les développements proposés dans ce texte montrent qu'une coopération importante existe déjà et qu'il existe également un potentiel de développement significatif. Singapour dispose déjà d'équipes de recherche reconnues au niveau mondial et d'autres pays de l'Anase ont également, à des degrés divers, des centres d'excellence et un savoir local précieux. Une coopération transnationale serait à même de produire des résultats importants en termes de bien public, pour répondre à des défis communs tels que le changement climatique, les maladies non transmissibles et les migrations. Avec quelques efforts, la mobilité académique pourrait être améliorée (au-delà du modeste « programme pour la mobilité universitaire en Asie et dans le Pacifique »¹²) afin de promouvoir une plus grande mobilité régionale des chercheurs. Un cadre de coopération plus systématique et formulé à l'échelle régionale en matière de recherche pourrait aider à répondre aux besoins communs des programmes de recherche nationaux, tout en contribuant à produire des « biens publics régionaux ».

Ce qu'on entend exactement par « région » est ici important ; et d'autant plus depuis que la Chine est devenue le premier partenaire académique de l'Australie, dans des domaines tels que l'ingénierie, les mathématiques et la chimie. Sur les quelque 885 accords existant entre universités australiennes et chinoises, 89 % comprennent une dimension de coopération académique ou de recherche. Dans le même temps, les pays de l'Anase ont également développé des liens universitaires importants avec la Chine (Welch, 2011). En effet, la compréhension de l'Anase en tant que région a récemment évolué, notamment suite à des travaux laissant entrevoir la perspective d'une vaste région universitaire Anase-Chine. Et la perspective de synergies encore plus grandes en matière de

12. UMAP : *University Mobility in Asia and the Pacific*. (NdT).

recherche entre l'Anase, l'Australie et la Chine pourrait générer des bénéfices plus importants encore, en particulier compte tenu du nombre important de diplômés australiens occupant à l'heure actuelle des postes clés dans la région.

Il ne s'agit pas de sous-estimer ni d'ignorer l'impact sur les relations internationales des tensions complexes et répétées entre l'Anase et la Chine, y compris les différends maritimes en mer de Chine méridionale ; ni la forte détérioration des relations entre l'Australie et l'Indonésie depuis fin 2013, suite aux révélations d'espionnage de hauts responsables indonésiens par des agents australiens ; ni la tâche délicate qui consiste pour l'Australie à naviguer entre la Chine et les États-Unis, et l'impact de cette situation sur l'approfondissement de ses relations avec la Chine. Mais les relations internationales ne sont en aucun cas unidimensionnelles et il n'y a pas de raison pour que des relations culturelles et universitaires ne puissent mûrir et voir le jour en dépit de ces obstacles. L'atteinte de ces résultats, cependant, reste peu probable tant que l'Australie n'aura pas développé une stratégie d'intégration régionale plus sophistiquée, mature, multipartite et de long-terme.

L'horizon actuel des politiques australiennes et leur processus d'élaboration, partisan et visant le court-terme, va à l'encontre du développement et de la mise en œuvre d'une politique d'intégration régionale à long terme, qui s'appuierait sur des ressources stables. Le va et vient des mesures qui en découlent, y compris la politique linguistique et la récente politisation des politiques migratoires et en matière de réfugiés inhibent le développement de stratégies efficaces à long terme avec l'Anase et d'autres voisins éventuels, afin d'exploiter pleinement le potentiel de la coopération en matière d'éducation et de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

- AUCHMUTY J.J. (1970) : *The teaching of Asian languages and cultures*, Canberra : AGPS.
- AUSTRALIAN GOVERNMENT (2012) : *Australia in the Asian century*, White Paper, octobre 2012. <http://goo.gl/hHvXW5/>
- CLEVERLEY J., JONES P. (1976) : *Australia and International Education: Some Critical Issues*, Australian Council for Educational Research, 45 p.
- KHARAS H. (2010) : *The emerging middle class in developing countries*, OECD Development Centre, Working Paper N° 285. <http://goo.gl/gNrRQI/>
- THE ROYAL SOCIETY (2011) : *Knowledge, Networks and Nations: Global scientific collaboration in the 21st century*, RS Policy document 03/11. <http://goo.gl/Jml6Tq/>
- UNESCO (2010) : *The Current Status of Science around the World*, Unesco Science Report 2010. <http://goo.gl/4nNJRd/>
- WELCH A. (2011) : *Higher Education in Southeast Asia Blurring Borders*, Changing Balance, London, Routledge.